



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

*Edition n° 31 du 8 juillet 2009*

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

**[www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr)**

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 9 juillet 2009

## SOMMAIRE

<b>ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES .....</b>	<b>659</b>
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>659</b>
<b>DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....</b>	<b>659</b>
Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières.....	659
Arrêté n° 09. BMSSE.78 du 8 juillet 2009 accordant délégation de signature et à M. Alexandre SCHUL, attaché principal, chef du bureau de la prévention et de la sécurité.....	659
Arrêté n° 09.BMSSE.79 du 8 juillet 2009 accordant délégation de signature au directeur du service départemental d'incendie et de secours .....	659
<b>DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES .....</b>	<b>660</b>
Bureau des concours financiers et du contrôle budgétaire.....	660
Extrait de l'arrêté du 25 juin 2009 portant règlement du budget primitif 2009 et du budget annexe « maîtrise des déchets » du syndicat scolaire public intercommunal de Vézelize .....	660
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....</b>	<b>661</b>
<b>AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE.....</b>	<b>661</b>
Extrait de l'arrêté n° 27 du 2 Juillet 2009 fixant la composition du Conseil d'Administration de la Maternité Régionale de NANCY .....	661
<b>DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES EST .....</b>	<b>662</b>
Arrêté N° 2009/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 26 juin 2009 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes – Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national, et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives .....	662
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE.....</b>	<b>665</b>
Arrêté du 7 juillet 2009 portant subdélégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick VET, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle.....	665
Arrêté du 7 juillet 2009 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick VET, Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Meurthe-et-Moselle .....	666
<b>TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>666</b>
Arrêté du 30 juin 2009 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian BRUNET, Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle .....	666
Trésorerie du Jarnisy – En date du 29 mai 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme BOLONI Nelly .....	666
Trésorerie du Jarnisy – En date du 29 mai 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme BEAUCART Evelyne, Contrôleur Principal .....	667
Trésorerie du Jarnisy – En date du 29 mai 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme JACOTTIN Marie-Christine, Contrôleur.....	667
Trésorerie du Jarnisy – En date du 29 mai 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme RITZ Laurence, Contrôleur .....	668
<b>SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST .....</b>	<b>668</b>
Arrêté du 3 juillet 2009 portant subdélégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU, Chef du Service de la Navigation du Nord-Est,relative à l'administration générale.....	668
Arrêté du 3 juillet 2009 portant subdélégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU, Chef du Service de la Navigation du Nord-Est,relative à l'ingénierie publique.....	669
Arrêté du 3 juillet 2009 portant subdélégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU, Chef du Service de la Navigation du Nord-Est,relative aux avis à la batellerie.....	669
<b>SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE .....</b>	<b>670</b>
<b>DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>670</b>
Arrêté du 30 juin 2009 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Alexander ENTZER, chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle par intérim.....	670
<b>AVIS ET COMMUNICATIONS.....</b>	<b>670</b>
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....</b>	<b>670</b>
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE .....</b>	<b>670</b>
Service aménagement durable, urbanisme, risques .....	670
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 22123 du 6 juillet 2009 autorisant A.I.R. à exécuter des travaux sur la commune de LONGWY .....	670
Avis de parution de l'arrêté n° 24214 du 6 juillet 2009 autorisant EDF à exécuter des travaux sur la commune de CHALIGNY.....	670
Avis de parution de l'arrêté n° 12377 du 6 juillet 2009 autorisant EDF à exécuter des travaux sur la commune de PONT A MOUSSON .....	670
Avis de parution de l'arrêté n° 24227 du 6 juillet 2009 autorisant EDF à exécuter des travaux sur la commune de SAINT-FIRMIN .....	670
Avis de parution de l'arrêté n° 18756 du 6 juillet 2009 autorisant A.I.R. à exécuter des travaux sur la commune de JARNY .....	670
<b>AUTRES SERVICES .....</b>	<b>671</b>
<b>CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-NICOLAS DE PORT .....</b>	<b>671</b>
Décision N° 574/2009 du 6 juillet 2009 d'ouverture d'un concours sur titres interne pour le recrutement d'un cadre de santé.....	671

**ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES****PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES***Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières*

**Arrêté n° 09. BMSSE.78 du 8 juillet 2009 accordant délégation de signature et à M. Alexandre SCHUL, attaché principal, chef du bureau de la prévention et de la sécurité**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle  
Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;  
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU le décret du président de la République en date du 17 octobre 2008 nommant M. Frédéric BERNARDO, magistrat de l'ordre judiciaire, en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;  
VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;  
VU l'arrêté du 26 mars 2007 portant mutation de M. Alexandre SCHUL à compter du 1<sup>er</sup> avril 2007 au poste de chef du bureau de la prévention et de la sécurité à la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'Etat dans le département ;

**ARRÊTE**

Article 1 : Délégation de signature est donnée, dans le cadre de la permanence du vendredi 10 juillet 2009 au mardi 14 juillet 2009 inclus, à M. Alexandre SCHUL, chef du bureau de la prévention et de la sécurité, pour :  
les décisions de suspension provisoire immédiate du permis de conduire  
les décisions d'interdiction temporaire immédiate de conduire en France.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Frédéric BERNARDO, directeur du cabinet et à M. Alexandre SCHUL, chef du bureau de la prévention et de la sécurité, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général.

Nancy, le 8 juillet 2009

Le secrétaire général  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
François MALHANCHE

**Arrêté n° 09.BMSSE.79 du 8 juillet 2009 accordant délégation de signature au directeur du service départemental d'incendie et de secours**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle  
Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU le code général des collectivités territoriales ;  
VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;  
VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
VU la loi n° 96.369 du 3 mai 1996 relative aux services d'incendie et de secours, et notamment son article 33 ;  
VU la loi n° 2004.811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;  
VU le décret n° 97-1225 du 26 décembre 1997 relatif à l'organisation des services d'incendie et de secours ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;  
VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;  
VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;  
VU l'arrêté ministériel du 28 mai 2009 nommant le colonel Jean-Philippe VENNIN directeur du service départemental d'incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle à compter du 6 juillet 2009 ;  
VU la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 98-048 du 5 mars 1998 portant organisation du corps départemental des sapeurs-pompiers de Meurthe-et-Moselle à compter du 1<sup>er</sup> mars 1998 ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'Etat dans le département ;

**ARRÊTE**

Article 1 : Délégation de signature est accordée au colonel Jean-Philippe VENNIN, directeur du service départemental d'incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle, chef de corps départemental, à l'effet de signer les documents relevant des attributions de son service, contrôlées par M. le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, à savoir :

- ampliations des arrêtés préfectoraux et copies de décisions,
  - certification et visa de pièces et documents,
  - correspondances courantes relatives aux mesures opérationnelles et aux affaires de prévention, de protection et d'organisation des secours.
- Article 2 : Le colonel Jean-Philippe VENNIN, directeur du service départemental d'incendie et de secours, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.
- Article 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, les correspondances adressées :
- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres,  
 3°) aux parlementaires,  
 ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :  
 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,  
 5°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy,

Article 4 : L'arrêté préfectoral N° 08.BMSSE.19 du 6 mai 2008, accordant délégation de signature au colonel Bernard Modéré, directeur du service départemental d'incendie et de secours, est abrogé.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au colonel Jean-Philippe VENNIN, directeur du service départemental d'incendie et de secours, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 juillet 2009

Le secrétaire général  
 chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
 François MALHANCHE

## DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

### Bureau des concours financiers et du contrôle budgétaire

#### Extrait de l'arrêté du 25 juin 2009 portant règlement du budget primitif 2009 et du budget annexe « maîtrise des déchets » du syndicat scolaire public intercommunal de Vézelize

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que les crédits inscrits au chapitre 204 de la section investissement, pour la réalisation d'opérations nouvelles, figuraient dans le projet de budget principal que le conseil communautaire a refusé de voter et qu'il est donc nécessaire que cette assemblée puisse apprécier souverainement l'opportunité de ces investissements et décider elle-même de l'inscription au budget des crédits correspondants ;

Considérant qu'il y a lieu, en conséquence, de s'écarter de l'avis rendu par la chambre régionale des comptes ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> – Le budget primitif du budget principal de la communauté de communes du Saintois est arrêté à la somme de 1 353 744 € en dépenses et 1 489 744 € en recettes.

Article 2 – Les dépenses de la section de fonctionnement sont fixées à 1 202 338 € et les recettes de la section de fonctionnement à 1 302 338 €. Les dépenses de la section d'investissement sont fixées à 151 406 € et les recettes de la section d'investissement sont fixées à 187 408 €. Elles sont ventilées entre les différents chapitres et comptes comme suit :

#### BUDGET PRINCIPAL

##### A – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DÉPENSES		RECETTES	
011 Charges à caractère général	159 200 €	R 002 Excédent de fonctionnement reporté	35 340 €
012 Charges de personnel	123 250 €	70 Produits des services du domaine et ventes directes	-
65 Autres charges de gestion courante	522 050 €	73 Impôts et taxes	409 702 €
66 Charges financières	15 000 €	74 Dotations et participations	838 790 €
67 Charges exceptionnelles	239 493 €	042 Transfert entre section	18 506 €
022 Dépenses imprévues	24 552 €		
042 Opération d'ordre de transfert entre sections	118 793 €		
<i>Total</i>	1 202 338 €	<i>Total</i>	1 302 338 €

##### B – SECTION D'INVESTISSEMENT

DÉPENSES		RECETTES	
D Solde d'exécution négatif 001 reporté	8 253 €	10 Dotations fonds divers, réserves (sauf 1068)	6 049 €
20 Immobilisations incorporelles	8 860 €	1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	46 388 €
204 Subventions d'équipement versées	40 000 €	13 Subventions d'investissement reçues	16 178 €
21 Immobilisations corporelles	72 000 €	040 Opération d'ordre de transfert entre sections	118 793 €
23 Immobilisations en cours	-		

020 Dépenses imprévues	3 787 €		
040 Opération d'ordre de transfert entre sections	18 506 €		
<i>Total</i>	151 406 €	Total	187 408 €

Article 3 – Le produit attendu de la fiscalité totale à inscrire au chapitre 73 « impôts et taxes » peut être arrêté à la somme de 409 702 € au titre des impôts locaux correspondant au produit fiscal à taux constants, à savoir 2,46 % pour la taxe d'habitation, 2,69 % pour la taxe foncière sur les propriétés bâties, 5,58 % pour la taxe foncière sur les propriétés non bâties et 1,87 % pour la taxe professionnelle.

Article 4 – Le budget annexe « maîtrise des déchets » de la communauté de communes du Saintois, arrêté à la somme de 1 434 374 €, comprend des dépenses et des recettes fixées à 1 395 782 € pour la section de fonctionnement et à 38 592 € pour la section d'investissement, ventilées entre les différents chapitres et comptes comme suit :

#### BUDGET « MAÎTRISE DES DÉCHETS »

##### A – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DÉPENSES		RECETTES	
011 Charges à caractère général	1 299 800 €	70 Produits des services du domaine et ventes directes	1 390 570 €
012 Charges de personnel	3 000 €	74 Dotations et participations	3 000 €
65 Autres charges de gestion courante	2 000 €	042 Transfert entre section	2 212 €
66 Charges financières	8 284 €		
67 Charges exceptionnelles	3 000 €		
022 Dépenses imprévues	27 127 €		
040 Opération d'ordre de transfert entre sections	38 592 €		
D002 Déficit reporté	13 979 €		
<i>Total</i>	1 395 782 €	Total	1 395 782 €

##### B – SECTION D'INVESTISSEMENT

DÉPENSES		RECETTES	
D Solde d'exécution négatif 001 reporté	13 782 €	042 Virement de la section de fonctionnement	38 592 €
16 Emprunts et dettes assimilées	15 410 €		
21 Immobilisations corporelles	2 635 €		
23 Immobilisations en cours	921 €		
020 Dépenses imprévues	3 632 €		
040 Opération d'ordre de transfert entre sections	2 212 €		
<i>Total</i>	38 592 €	Total	38 592 €

Article 5 – Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le président de la communauté de communes du Saintois et le trésorier d'Haroué-Vézelise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée au président de la chambre régionale des comptes de Lorraine, au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et au directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 25 juin 2009

Le préfet  
Hugues PARANT

## SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

### AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE

#### Extrait de l'arrêté n° 27 du 2 Juillet 2009 fixant la composition du Conseil d'Administration de la Maternité Régionale de NANCY

Le directeur de l'Agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> : La composition du Conseil d'Administration de la Maternité Régionale de NANCY est fixée comme suit :

1) Collège des représentants des collectivités territoriales comportant huit membres :

a) Six représentants du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle :

- Madame Michèle PILOT, Maire de FOUG, Vice-Présidente de Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014).
- Madame Nicole CREUSOT, Vice-Présidente du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011),
- Monsieur Claude BLAQUE, Vice-Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014),

- Madame Evelynne DIDIER, Sénatrice de Meurthe-et-Moselle, Conseillère Générale de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011),
  - Madame Dominique OLIVIER, Conseillère Générale de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011),
  - Monsieur Jean-François HUSSON, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014).
  - b) Un représentant de la Commune siège de l'Etablissement :
  - Madame Elisabeth LAITHIER, Adjointe au Maire de la ville de Nancy (fin du mandat en mars 2014).
  - c) Un représentant de la Région dans laquelle l'Etablissement a son siège :
  - Madame Daouia BEZAZ, Conseillère Régionale de Lorraine (fin du mandat en mars 2010).
  - 2) Collège des personnels comportant huit membres :
  - a) Quatre membres de la Commission Médicale d'Etablissement, dont le Président :
    - Monsieur Jean-Michel HASCOET, Professeur de Pédiatrie, Chef de Service (fin du mandat en avril 2011),
    - Madame le Docteur Karine POLET, Chef de Service d'Imagerie de la Femme et Périnatale (fin du mandat en avril 2011),
    - Madame le Docteur Patricia FRANCK, Praticien Hospitalier (fin du mandat en avril 2011),
    - Monsieur le Docteur Thierry ROUTIOT, Praticien Hospitalier (fin du mandat en avril 2011).
  - b) Un membre de la Commission des Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-Techniques :
    - Madame Denise BOISSEAU, Cadre médico-technique (fin du mandat en mai 2011).
  - c) Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires :
    - Monsieur Guy CORNU, Agent Hospitalier, représentant CGT (fin du mandat le 31 décembre 2011),
    - Madame Elisabeth DEVAUX, Sage-femme, représentante CGT (fin du mandat le 31 décembre 2011),
    - Madame Anne-Marie MAJETTI, Auxiliaire de Puériculture, représentant l'UNSA (fin du mandat le 31 décembre 2011).
  - 3) Collège des personnalités qualifiées et des représentants des usagers comportant six membres :
    - a) Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales :
      - Monsieur le Professeur Claude HURIET, Professeur émérite de la Faculté de Médecine de NANCY (fin du mandat en juin 2010),
      - Monsieur Michaël DURAND, Infirmier Libéral représentant non hospitalier des professions paramédicales (fin du mandat en juin 2012),
      - Personne qualifiée en attente de désignation.
    - b) Trois représentants des usagers :
      - Madame Josiane NAUMAN, Retraitée, représentant l'Association "SYMPHONIE" (fin du mandat en février 2011),
      - Madame Thérèse VAUTRIN, représentant l'Association "Familles Rurales" (fin du mandat en mai 2010),
      - Madame Sandrine DELPON, représentant l'Association "Familles Rurales" (fin du mandat en juin 2012).
- Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté ARH n° 26 du 11 Mai 2009.
- Article 3 : Le présent arrêté peut être contesté par voie de recours administratif ou par voie de recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière à Nancy (54000) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.
- Article 4 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de la Maternité Régionale de NANCY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.
- Nancy, le 2 juillet 2009

Pour le directeur de l'Agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine  
Par délégation, le directeur des affaires sanitaires et sociales  
de Meurthe-et-Moselle  
Daniel BOUFFIER

## DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES EST

**Arrêté N° 2009/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 26 juin 2009 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes – Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national, et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives**

Le directeur interdépartemental des routes,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté portant délégation de signature n° 09.BMSSE.71 du 26 juin 2009, pris par Monsieur le secrétaire général chargé de l'administration dans le département de Meurthe-et-Moselle, au profit de Monsieur Georges TEMPEZ, en sa qualité de directeur interdépartemental des routes – Est ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la direction interdépartementale des routes – Est ;

### ARRETE

Article 1 : En ce qui concerne le département de Meurthe-et-Moselle, subdélégation de signature est accordée par Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes – Est, au profit des agents désignés sous les articles 2 à 6 du présent arrêté, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions, les décisions suivantes :

Code	Nature des délégations	Textes de référence
	A - Police de la circulation	
	Mesures d'ordre général	
A.1	Interdiction et réglementation de la circulation à l'occasion de travaux routiers.	Art. R 411-5 et R 411-9 du CDR
A.2	Police de la circulation (hors autoroute) (hors travaux).	
A.3	Délivrance des permis de stationnement hors agglomération. Avis sur les permis de stationnement délivrés par les maires en agglomération.	Art. L 113-2 du code de la voirie routière
	Circulation sur les autoroutes	
A.4	Police de la circulation sur les autoroutes (hors travaux).	Art. R 411-9 du CDR
A.5	Autorisation de circulation de matériels de travaux publics sur autoroute.	Art. R 421-2 du CDR
A.6	Dérogation temporaire ou permanente aux règles d'interdiction d'accès aux autoroutes non concédées (et voies express) à certains matériels et au personnel nécessaires à l'exécution de travaux et appartenant à la DIR-Est, à d'autres services publics ou à des entreprises privées	Art. R 432-7 du CDR

	Signalisation	
A.7	Désignation des intersections dans lesquelles le passage des véhicules est organisé par des feux de signalisation lumineux ou par une signalisation spécifique.	Art. R 411-7 du CDR
A.8	Autorisation d'implantation de signaux d'indication pour les associations et organismes sans but lucratif.	Art. R 418-3 du CDR
A.9	Dérogation à l'interdiction de publicité sur aires de stationnement et de service.	Art. R 418-5 du CDR
	Mesures portant sur les routes classées à grande circulation	
A.10	Délimitation du périmètre des zones 30 sur les routes à grande circulation.	Art. R 411-4 du CDR
A.11	Avis sur arrêtés du maire pris en application de l'alinéa 2 de l'article R 411-8 du code de la route lorsqu'ils intéressent une route classée à grande circulation.	Art. R 411-8 du CDR
	Barrière de dégel - Circulation sur les ponts - Pollution	
A.12	Etablissement et réglementation des barrières de dégel sur les routes nationales, et autorisation de circuler malgré une barrière de dégel.	Art. R 411-20 du CDR
A.13	Réglementation de la circulation sur les ponts.	Art. R 422-4 du CDR
	B - Police de la conservation du domaine public et répression de la publicité	
B.1	Commissionnement des agents de l'équipement habilités à dresser procès verbal pour relever certaines infractions à la police de conservation du domaine public routier et certaines contraventions au code de la route.	Art. L 116-1 et s. du code voirie routière, et L.130-4 code route. Arrêté du 15/02/1963
B.2	Répression de la publicité illégale.	Art. R 418-9 du CDR
	C - Gestion du domaine public routier national	
C.1	Permissions de voirie.	Code du domaine de l'État - Article R53
C.2	Permission de voirie : cas particuliers pour : - les ouvrages de transport et de distribution d'énergie électrique - les ouvrages de transport et de distribution de gaz - les ouvrages de télécommunication - la pose de canalisation d'eau, de gaz, d'assainissement.	Code de la voirie routière – Articles L113.2 à L113.7 et R113.2 à R113.11, Circ. N° 80 du 24/12/66 , Circ. N° 69-11 du 21/01/69 Circ. N° 51 du 09/10/68
C.3	Pour les autorisations concernant l'implantation de distributeurs de carburants ou de pistes d'accès aux distributeurs sur le domaine public et sur terrain privé.	Circ. TP N° 46 du 05/06/56 - N° 45 du 27/03/58 , Circ. interministérielle N° 71-79 du 26/07/71 et N° 71-85 du 26/08/71 , Circ. TP N° 62 du 06/05/54 - N° 5 du 12/01/55 - N° 66 du 24/08/60 - N° 60 du 27/06/61 , Circ. N° 69-113 du 06/11/69, Circ. N°5 du 12/01/55, Circ. N°86 du 12/12/60
C.4	Délivrance, renouvellement et retrait des autorisations d'emprunt ou de traversées à niveau des routes nationales par des voies ferrées industrielles.	Circ. N° 50 du 09/10/68
C.5	Dérogations interdisant la pose, à l'intérieur des emprises des autoroutes, de canalisations aériennes ou souterraines longitudinales.	Code de la voirie routière – Article R122.5
C.6	Approbation d'opérations domaniales.	Arrêté du 04/08/48 et Arrêté du 23/12/70
C.7	Délivrance des alignements et reconnaissance des limites des routes nationales.	Code de la voirie routière – Articles L112.1 à L 112.7 et R112.1 à R112.3
C.8	Conventions relatives à la traversée du domaine public autoroutier non concédé par une ligne électrique aérienne.	Décret N°56.1425 du 27/12/56 , Circ. N°81-13 du 20/02/81
C.9	Convention de concession des aires de services.	Circ. N°78-108 du 23/08/78 , Circ. N°91-01 du 21/01/91 , Circ. N°2001-17 du 05/03/01
C.10	Convention d'entretien et d'exploitation entre l'Etat et un tiers.	
C.11	Avis sur autorisation de circulation pour les transports exceptionnels et pour les ensembles de véhicules comportant plus d'une remorque.	Art.8 arr. 4 mai 2006
C.12	Signature des transactions : protocoles d'accord amiable pour le règlement des dégâts au domaine public routier, des dommages de travaux public, des défauts d'entretien et des accidents de la circulation.	Article 2044 et suivants du code civil
C.13	Autorisation d'entreprendre les travaux.	arrêté préfectoral pris en application de la circulaire modifiée n°79-99 du 16 octobre 1979 relative à l'occupation du domaine public routier national
	D – Représentation devant les juridictions	
D.1	Coordination et représentation de l'Etat dans les procédures d'expertises judiciaires sur les parties du réseau routier national de leur ressort.	Circulaire du 23 janvier 2007 du Ministre des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
D.2	Actes de plaidoirie et présentation des observations orales prononcées au nom de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives sous réserve des obligations de représentation obligatoire par avocat, y compris ceux liés aux mesures d'expertise.	Code de justice administrative, code de procédure civile et code de procédure pénale

Article 2 : Subdélégation pleine et entière est consentie pour tous les domaines référencés sous l'article 1 ci-dessus au profit de :

- Monsieur Hubert THIBAUDAT, Directeur adjoint Exploitation,
- Monsieur Jérôme GIURICI, Directeur adjoint Ingénierie.

Article 3 : Subdélégation de signature est donnée partiellement, dans les domaines suivants référencés à l'article 1, aux personnes désignées ci-après :

1 - Monsieur Didier OLHMANN, Chef du Service Politique Routière, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.2 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.1 – B.2 – C.1 – C.3 – C.5 – C.6 – C.10 – C.13.

2 - Monsieur David MAZOYER, Chef de la Division d'exploitation de Metz, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13, sur le périmètre de la Division d'exploitation de Metz.

3 - Monsieur Jean SCHLOSSER, Chef de la Division d'exploitation de Besançon, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13, sur le périmètre de la Division d'exploitation de Besançon.

4 - Monsieur Vincent JUNG, chef du Secrétariat général, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : B.1 – C.12 – D.1 – D.2.

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés sous l'article 3 du présent arrêté, la subdélégation de signature qui leur est confiée sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, par décision de M. le directeur interdépartemental des routes- Est ou, à défaut de cette décision :

1 - en remplacement de Monsieur Didier OLHMANN, Chef du Service Politique Routière :

\* par Monsieur Pierre VEILLERETTE, Chef-adjoint du Service Politique Routière, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.2 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.1 – B.2 – C.1 – C.3 – C.5 – C.6 – C.10 – C.13.

2 - en remplacement de Monsieur David MAZOYER, Chef de la Division d'exploitation de Metz :

\* par Monsieur Étienne JACQUES, adjoint du chef de la Division d'exploitation de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.

\* par Monsieur Frédéric DAVID, Chef de la Division d'exploitation de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.

\* par Monsieur Jean SCHLOSSER, Chef de la Division d'exploitation de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.

3 - en remplacement de Monsieur Jean SCHLOSSER, Chef de la Division d'exploitation de Besançon :

\* par Monsieur Michel LAURENT, adjoint du chef de la Division d'exploitation de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.

\* par Monsieur Frédéric DAVID, Chef de la Division d'exploitation de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.

\* par Monsieur David MAZOYER, Chef de la Division d'exploitation de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.

4 - en remplacement de Monsieur Vincent JUNG, chef du secrétariat général :

\* par Monsieur Vincent THIRIET, responsable de la cellule des ressources humaines, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : B.1.

\* par Monsieur Frédéric DAVRAINVILLE, responsable de la cellule juridique, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : D.1 – D.2.

\* par Mademoiselle Maud MARCHAL, assistante du responsable de la cellule juridique, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : D.1 – D.2.

\* par Madame Patricia BOURRIER, assistante du responsable de la cellule juridique, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : D.1 – D.2.

Article 5 : Subdélégation de signature est donnée partiellement, dans les domaines suivants référencés à l'article 1, et sur leur territoire de compétence, aux personnes désignées ci-après :

1 - Monsieur Joël LAQUENAIRE, Chef du District de Nancy, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

2 - Monsieur Alain FABRE, Chef du District de Metz, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

3 - Monsieur Gilles GUILLEMAIN, Chef du District de Remiremont, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

Article 6 : En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés sous l'article 5 du présent arrêté, la subdélégation de signature qui leur est confiée sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, par décision de M. le directeur interdépartemental des routes Est ou, à défaut de cette décision :

1 - en remplacement de Monsieur Joël LAQUENAIRE, Chef du District de Nancy :

\* par Monsieur Alain MAHLE, adjoint au chef de district de Nancy, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par Monsieur Xavier CHAPUT, Chef du District de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par Monsieur Alain FABRE, Chef du District de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par Monsieur Gilles GUILLEMAIN, Chef du District de Remiremont, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par Monsieur Jérôme PFAFF, Chef du District de Mulhouse, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par Monsieur Benjamin PUGI, Chef du District de Vitry-le-François, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par Monsieur Bernard SCHMITT, Chef du District de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

2 - en remplacement de Monsieur Alain FABRE, Chef du District de Metz :

\* par Monsieur François LECROQ, adjoint au chef de district de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par Monsieur Xavier CHAPUT, Chef du District de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par Monsieur Gilles GUILLEMAIN, Chef du District de Remiremont, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.



\* par Monsieur Joël LAQUENAIRE, Chef du District de Nancy, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par Monsieur Jérôme PFAFF, Chef du District de Mulhouse, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par Monsieur Benjamin PUGI, Chef du District de Vitry-le-François, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 - C.13.

\* par Monsieur Bernard SCHMITT, Chef du District de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

3 - en remplacement de Monsieur Gilles GUILLEMAIN, Chef du District de Remiremont :

\* par Monsieur Sébastien JEANGEORGES, adjoint au chef de district de Remiremont, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 - C.13.

\* par Monsieur Xavier CHAPUT, Chef du District de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par Monsieur Alain FABRE, Chef du District de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 - C.13.

\* par Monsieur Joël LAQUENAIRE, Chef du District de Nancy, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par Monsieur Jérôme PFAFF, Chef du District de Mulhouse, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par Monsieur Benjamin PUGI, Chef du District de Vitry-le-François, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 - C.13.

\* par Monsieur Bernard SCHMITT, Chef du District de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

Article 7 : Le présent arrêté emporte abrogation de l'arrêté n°2009/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 15 mai 2009, portant subdélégation de signature, pris par M. Georges TEMPEZ, Directeur de la direction interdépartementale des routes Est.

Article 8 : Le Secrétaire Général de la direction interdépartementale des routes - Est sera chargé de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise au Trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle, pour information.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 juin 2009.

Le directeur interdépartemental des routes Est,  
Georges TEMPEZ

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

### **Arrêté du 7 juillet 2009 portant subdélégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick VET, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle**

Le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,

VU la loi organique n°2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n°2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU la loi n°68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n°98-81 du 11 février 1998 et par la loi n°99-209 du 19 mars 1999 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n°62- 1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1962

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 45 ;

VU le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;

VU le décret n°2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant code des marchés publics et notamment ses articles 2, 7, 21, 27 et 28 ;

VU le décret du Président de la République en date du 23 mars 2009 nommant Monsieur François MALHANCHE

VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var

VU les arrêtés interministériels des 21 décembre 1982 et 27 décembre 1983, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs en matière de marchés publics à Monsieur Patrick VET, Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Meurthe-et-Moselle à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2008 ;

VU l'arrêté ministériel en date du 23 septembre 2008 portant nomination de Monsieur Patrick VET en qualité de Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Meurthe-et-Moselle à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2008 ;

VU le règlement départemental du 03 octobre 2006 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par le Préfet,

VU l'arrêté préfectoral n°09.OSD.10 du 26 juin 2009 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur Patrick VET, Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Meurthe-et-Moselle à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2008 ;

#### **ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : En application de l'arrêté préfectoral n°09.OSD.10 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur Patrick VET, Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Meurthe-et-Moselle, subdélégation est donnée à l'effet de signer les mandats des dépenses publiques, les pièces justificatives annexées ainsi que les titres de perception, aux agents suivants :

- Monsieur Claude ROQUE, Directeur du Travail
- Monsieur Christian ESTIENNE, Directeur-Adjoint du Travail
- Monsieur Christian HALLINGER, Directeur-Adjoint du Travail

Article 2 : L'arrêté préfectoral n°OSD 0809 en date du 1<sup>er</sup> octobre 2008 est abrogé.

Article 3 : La signature des agents habilités par le présent arrêté est accréditée auprès de Monsieur le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle qui en recevra un exemplaire original comportant les échantillons de signature.

Article 4 : Le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle soussigné ainsi que Messieurs Claude ROQUE, Christian HALLINGER et Christian ESTIENNE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.  
Nancy, le 7 juillet 2009

Pour le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle  
Chargé de l'administration de l'État dans le département et par délégation,  
Le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation  
professionnelle de Meurthe-et-Moselle  
Patrick VET

---

**Arrêté du 7 juillet 2009 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick VET, Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Meurthe-et-Moselle**

Le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,

VU la loi N° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 45 ;  
VU l'arrêté ministériel en date du 23 septembre 2008 portant nomination de Monsieur Patrick VET en qualité de Directeur Départemental du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Meurthe-et-Moselle à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2008 ;  
VU l'arrêté préfectoral n°09.BMSSE.54 en date du 26 juin 2009 portant délégation de signature à Monsieur Patrick VET en qualité de Directeur Départemental du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Meurthe-et-Moselle à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2008 ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : En application des articles 1, 2, 3 et 4 de l'arrêté préfectoral n°09.BMSSE.54 en date du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à Monsieur Patrick VET en qualité de Directeur Départemental du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, subdélégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- Monsieur Claude ROQUE, Directeur du Travail
- Monsieur Christian ESTIENNE, Directeur-Adjoint du Travail
- Monsieur Christian HALLINGER, Directeur-Adjoint du Travail

Article 2 : l'arrêté préfectoral n°08.BMSSE.66 en date du 1<sup>er</sup> octobre 2008 est abrogé.

Article 3 : Le Directeur Départemental du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ainsi que Messieurs Claude ROQUE, Christian ESTIENNE et Christian HALLINGER sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont copie sera adressée à Monsieur le Trésorier Payeur Général.

Nancy, le 7 juillet 2009

Pour le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle  
Chargé de l'administration de l'État dans le département et par délégation,  
Le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation  
professionnelle de Meurthe-et-Moselle  
Patrick VET

---

**TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

**Arrêté du 30 juin 2009 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian BRUNET, Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle**

Le Trésorier-payeur général,

VU le code général de la propriété des personnes publiques,  
VU le code du domaine de l'État, notamment son article R.150-2,  
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, modifié par le décret n°20051621 du 22 décembre 2005, notamment le 3° du 1 de l'article 33,  
VU l'arrêté ministériel en date du 1<sup>er</sup> août 2003 nommant M. Christian BRUNET Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2003,  
VU l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.55 du 26 juin 2009 portant délégation de signature de M. François MALHANCHE, secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, à M. Christian BRUNET, ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - En application de l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.55 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Christian BRUNET, Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- M. Pierre VUAGNOUX, Trésorier Principal, M. Patrick KREMER, inspecteur,
- M. David de BEAUMONT, inspecteur
- Mmes Cécile BILLY, Elisabeth DANGIN, Véronique RONCHARD, Sylviane ROSSIGNOL, Catherine VIEUX-MELCHIOR, contrôleuses,
- Mrs. Raphaël IOGEI et Stéphane OTTENWAEI TER, contrôleurs,

Article 2 - le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et le Trésorier-payeur général de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Nancy, le 30 juin 2009

Pour le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle  
Chargé de l'administration de l'État dans le département et par délégation,  
Le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle  
Christian BRUNET

---

**Trésorerie du Jarnisy – En date du 29 mai 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme BOLONI Nelly**

Le soussigné PERNOT Eric Chef de Poste de la Trésorerie du JARNISY

Déclare

constituer pour son mandataire spécial et général Madame BOLONI Nelly, Agent de recouvrement

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie du JARNISY d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de JARNISY entendant ainsi transmettre à Madame BOLONI Nelly tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire  
BOLONI Nelly  
Agent de Recouvrement

Signature du mandant  
PERNOT Eric  
Chef de Poste

le cas échéant,

donner délégation à Madame BOLONI Nelly pour effectuer les déclarations de créances et l'autoriser à agir en justice ( art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire  
BOLONI Nelly  
Agent de Recouvrement

Signature du délégant  
PERNOT Eric  
Chef de Poste

A Jarny le 29 mai 2009

---

**Trésorerie du Jarnisy – En date du 29 mai 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme BEAUCART Evelyne, Contrôleur Principal**

Le soussigné PERNOT Eric Chef de Poste de la Trésorerie du JARNISY

Déclare

constituer pour son mandataire spécial et général Mme BEAUCART Evelyne, Contrôleur Principal

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie du JARNISY

d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de JARNISY entendant ainsi transmettre à Madame BEAUCART Evelyne tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire  
BEAUCART Evelyne  
Contrôleur

Signature du mandant  
PERNOT Eric  
Trésorier Principal

le cas échéant,

donner délégation à Madame Beaucart Evelyne pour effectuer les déclarations de créances et l'autoriser à agir en justice ( art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire  
BEAUCART Evelyne  
Contrôleur

Signature du délégant  
PERNOT Eric  
Trésorier Principal

A Jarny le 29 mai 2009

---

**Trésorerie du Jarnisy – En date du 29 mai 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme JACOTTIN Marie-Christine, Contrôleur**

Le soussigné PERNOT Eric Chef de Poste de la Trésorerie du JARNISY

Déclare

constituer pour son mandataire spécial et général Mme JACOTTIN Marie-Christine, Contrôleur

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie du JARNISY

d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de JARNISY entendant ainsi transmettre à Madame JACOTTIN Marie Christine tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire  
JACOTTIN Marie Christine  
Contrôleur

Signature du mandant  
PERNOT Eric  
Chef de poste

le cas échéant,

donner délégation à Madame Jacottin Marie Christine pour effectuer les déclarations de créances et l'autoriser à agir en justice ( art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire  
JACOTTIN Marie Christine  
Contrôleur

Signature du délégant  
PERNOT Eric  
Chef de poste

A Jarny le 29 mai 2009

**Trésorerie du Jarnisy – En date du 29 mai 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme RITZ Laurence, Contrôleur**

Le soussigné PERNOT Eric Chef de Poste de la Trésorerie du JARNISY

Déclare

constituer pour son mandataire spécial et général Mme RITZ Laurence, Contrôleur

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie du JARNISY

d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de JARNISY entendant ainsi transmettre à Madame Ritz Laurence tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire

RITZ Laurence

Contrôleur

Signature du mandant

PERNOT Eric

Chef de poste

le cas échéant,

donner délégation à Madame Ritz Laurence pour effectuer les déclarations de créances et l'autoriser à agir en justice ( art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire

RITZ Laurence

Contrôleur

Signature du délégant

PERNOT Eric

Chef de poste

A Jarny le 29 mai 2009

## SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST

### **Arrêté du 3 juillet 2009 portant subdélégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU, Chef du Service de la Navigation du Nord-Est, relative à l'administration générale**

Le Chef du service de la Navigation du Nord-Est,

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, notamment modifié par le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 2005 nommant M. Jean-Philippe MORETAU, Chef du Service Navigation du Nord-Est, à compter du 2 novembre 2005 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.69 du 26 juin 2009 portant délégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU en matière d'administration générale accordé par M. le Secrétaire Général chargé de l'administration de l'État dans le département de Meurthe et Moselle ;

Vu l'arrêté du 20 mai 2008 portant subdélégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU en matière d'administration générale ;

#### **ARRETE**

Article 1 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe MORETAU, la délégation prévue à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral n°09.BMSSE.69 du 26 juin 2009 susvisé est exercée dans la limite de ses attributions par M. Jean ABELE, adjoint au Chef du Service de la Navigation du Nord-est.

Article 2 : Les compétences suivantes sont subdélégées à M. Philippe LEFRANC, responsable de l'arrondissement eau et environnement Police de l'eau et des milieux aquatiques :

- Installations, ouvrages, travaux et activités non soumis à autorisation ni à déclaration au titre du Code de l'environnement (avis simple) - Installations, ouvrages, travaux et activités soumis à déclaration au titre du Code de l'environnement, à l'exclusion des arrêtés fixant des prescriptions particulières contestées par les pétitionnaires et des arrêtés d'opposition ;

- Installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation au titre du Code de l'environnement, à l'exclusion des arrêtés préfectoraux de mise à l'enquête et d'autorisation ;

- Procès-verbal de visite de contrôle des installations, ouvrages, travaux et activités soumis au Code de l'environnement et courriers relatifs aux suites à donner ;

- Autorisation de pratiquer des pêches exceptionnelles ;

- Délits de pêche ;

Proposition de transaction auprès du procureur de la République ;

Transmission des procès-verbaux au procureur de la République ;

- Interdiction temporaire de la pêche ;

- Décisions favorables simples ou assorties de prescriptions relatives aux projets de constructions en zones submersibles (plans d'exposition aux risques, plan surfaces submersibles, en application de l'article R.425-21 du Code de l'urbanisme) ;

- Représentation de l'État dans les instances judiciaires de premier degré.

Article 3 : Les compétences suivantes sont subdélégées à M. Jean-Louis AUBERTEIN, responsable de l'arrondissement hydraulique maintenance et exploitation :

Règlements de police et de navigation :

- Règlements particuliers de police ;

- Autorisations de manifestations sur les voies navigables visées à l'article 1.23 du règlement général de police de la navigation intérieure ;

- Autorisations spéciales de transport visées à l'article 1.21 du règlement général de police de la navigation intérieure ;

- Contravention à la police de la navigation ;

. instruction des procès-verbaux ;

. transmission au Procureur de la République des procès-verbaux ;

. représentation de l'État dans les instances judiciaires de premier degré.

Article 4 : Le présent arrêté abroge l'arrêté du 20 mai 2008.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et de services déconcentrés de l'État

Nancy, le 3 juillet 2009

Pour le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle  
Chargé de l'administration de l'État dans le département et par délégation,  
Le Chef du Service Navigation du Nord-Est,  
Jean-Philippe MORETAU

**Arrêté du 3 juillet 2009 portant subdélégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU, Chef du Service de la Navigation du Nord-Est, relative à l'ingénierie publique**

Le Chef du service de la Navigation du Nord-Est,

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, notamment modifié par le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 2005 nommant M. Jean-Philippe MORETAU, Chef du Service Navigation du Nord-Est, à compter du 2 novembre 2005 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.74 du 26 juin 2009 portant délégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU en matière d'ingénierie publique accordé par M. le Secrétaire Général chargé de l'administration de l'État dans le département de Meurthe et Moselle ;

Vu l'arrêté du 30 janvier 2009 portant subdélégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU en matière d'ingénierie publique ;

**ARRETE**

Article 1 : Les compétences relatives à l'exercice des missions d'ingénierie publique prévues à l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.74 du 26 juin 2009 susvisé, sont subdélégées à :

- M. Jean ABELE, adjoint au chef du Service de la Navigation du Nord-Est
- M. André MAGNIER, responsable de l'arrondissement Études et Grands Travaux
- M. Xavier MANGIN, secrétaire général adjoint.

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté du 30 janvier 2009.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et de services déconcentrés de l'État et une copie sera adressée au trésorier-payeur général de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 3 juillet 2009

Pour le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle  
Chargé de l'administration de l'État dans le département et par délégation,  
Le Chef du Service Navigation du Nord-Est,  
Jean-Philippe MORETAU

**Arrêté du 3 juillet 2009 portant subdélégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU, Chef du Service de la Navigation du Nord-Est, relative aux avis à la batellerie**

Le Chef du service de la Navigation du Nord-Est,

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, notamment modifié par le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 2005 nommant M. Jean-Philippe MORETAU, Chef du Service Navigation du Nord-Est, à compter du 2 novembre 2005 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.70 du 26 juin 2009 portant délégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU en matière d'avis à la batellerie accordé par M. le Secrétaire Général chargé de l'administration de l'État dans le département de Meurthe et Moselle ;

Vu l'arrêté du 3 juillet 2008 portant subdélégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU en matière d'avis à la batellerie ;

**ARRETE**

Article 1 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe MORETAU, délégation est donnée à :

- M. Jean ABELE, adjoint au Chef du Service de la Navigation du Nord-Est,
- M. Xavier MANGIN, adjoint au secrétaire général,
- M. Olivier VERMOREL, responsable de l'arrondissement prospectives, gestion et financement,
- M. Jean-Louis AUBERTEIN, responsable de l'arrondissement hydraulique maintenance et exploitation,
- M. Philippe MOREL, responsable de l'unité exploitation et réglementation,
- M. André MAGNIER, responsable de l'arrondissement études et grands travaux,
- M. Daniel BALY, adjoint au responsable de l'arrondissement études et grands travaux,
- M. Philippe LEFRANC, responsable de l'arrondissement eau et environnement,
- Mme Christel FIORINA, adjoint au responsable de l'arrondissement eau et environnement,
- M. Michel COURTEAU, responsable de l'arrondissement développement de la voie d'eau,
- Mme Michelle LAQUENAIRE, adjointe au responsable de l'arrondissement développement de la voie d'eau,
- M. Jean-François MORICEAU, responsable par intérim de la subdivision de Toul,
- M. Jean-Yves HELLE, adjoint au responsable de la subdivision de Toul,
- M. Jean-François MORICEAU, responsable par intérim de la subdivision de Pont-à-Mousson,
- M. Luc VUIDART, adjoint au responsable de la subdivision de Pont-à-Mousson,
- M. xx, responsable de la subdivision de Nancy,
- M. Daniel MARTIN, adjoint au responsable de la subdivision de Nancy,

à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions et selon les modalités telles que définies dans le tableau joint au présent arrêté, les avis à la batellerie pour le département de Meurthe-et-Moselle.

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté du 3 juillet 2008.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et des services déconcentrés de l'État.

Nancy, le 3 juillet 2009

Pour le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle  
Chargé de l'administration de l'État dans le département et par délégation,  
Le Chef du Service Navigation du Nord-Est,  
Jean-Philippe MORETAU

*Le tableau joint au présent arrêté concernant les avis à la batellerie pour le département de Meurthe-et-Moselle est consultable au service navigation du Nord-Est, 28 boulevard Albert 1<sup>er</sup> - 54000 Nancy.*

**SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

**Arrêté du 30 juin 2009 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Alexander ENTZER, chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle par intérim**

Le chef de service,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment l'article 38 4°,  
VU le décret n°79-180 du 6 mars 1979 instituant les services départementaux de l'architecture, ensemble les textes visés par ce décret, modifié par le décret n°96-492 du 4 juin 1996,  
VU le courrier du ministère de la culture et de la communication demandant à M. Alexander ENTZER d'assurer l'intérim du chef de service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle en date du 18 février 2009  
VU l'arrêté préfectoral n° 2009.BMSSE.49 en date du 26 juin 2009 portant délégation de signature à M. Alexander ENTZER, chef du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine de Meurthe-et-Moselle par intérim, ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

**ARRETE**

Article 1er - En application de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 2009.BMSSE.49 en date du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Alexander ENTZER, chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle par intérim, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, à l'agent suivant :

- M. Philippe ALLEE, ingénieur des services culturels, adjoint au chef de service

Article 2 - Le préfet de Meurthe-et-Moselle et le chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Nancy, le 30 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le chef du service départemental de l'architecture  
et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle par intérim,  
Alexander ENTZER

---

**AVIS ET COMMUNICATIONS****SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT****DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE**

*Service aménagement durable, urbanisme, risques*

**Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 22123 du 6 juillet 2009 autorisant A.I.R. à exécuter des travaux sur la commune de LONGWY**

Par arrêté préfectoral n° 22123 en date du 6 juillet 2009, A.I.R., ZAC de la Paix, 4 rue de Soissons à 57240 NILVANGE, a été autorisé à exécuter les travaux en vue de l'alimentation TJ+déconnexion tarif vert gare SNCF, sur la commune de LONGWY.

---

**Avis de parution de l'arrêté n° 24214 du 6 juillet 2009 autorisant EDF à exécuter des travaux sur la commune de CHALIGNY**

Par arrêté préfectoral n° 24214 en date du 6 juillet 2009, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du poste Tour « cités Chaligny » rue Pintier, sur la commune de CHALIGNY.

---

**Avis de parution de l'arrêté n° 12377 du 6 juillet 2009 autorisant EDF à exécuter des travaux sur la commune de PONT A MOUSSON**

Par arrêté préfectoral n° 12377 en date du 6 juillet 2009, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de TR Rnt avenue de Champagne, sur la commune de PONT A MOUSSON.

---

**Avis de parution de l'arrêté n° 24227 du 6 juillet 2009 autorisant EDF à exécuter des travaux sur la commune de SAINT-FIRMIN**

Par arrêté préfectoral n° 24227 en date du 6 juillet 2009, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du remplacement PT village chemin de la Chapelle, sur la commune de SAINT FIRMIN

---

**Avis de parution de l'arrêté n° 18756 du 6 juillet 2009 autorisant A.I.R. à exécuter des travaux sur la commune de JARNY**

Par arrêté préfectoral n° 18756 en date du 6 juillet 2009, A.I.R., ZAC de la Paix, 4 rue de Soissons à 57240 NILVANGE, a été autorisée à exécuter les travaux en vue dde RD 952, avenue de Nancy, lieu-dit « Bois du Parois » - l'alimentation TJ aire d'accueil des gens du voyage, sur la commune de JARNY.

## AUTRES SERVICES

## CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-NICOLAS DE PORT

**Décision N° 574/2009 du 6 juillet 2009 d'ouverture d'un concours sur titres interne pour le recrutement d'un cadre de santé**

Madame Isabelle CAILLIER, Directrice par intérim du Centre Hospitalier de Saint Nicolas de Port ,

Vu la loi 83.634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires.

Vu la loi 86.33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière.

Vu le décret 2001-1375 du 31 décembre 2001 portant statut particulier du corps des Cadres de Santé de la Fonction Publique Hospitalière modifié par :

- décret n° 2003-1269 du 23 décembre 2003

- décret n° 2008-1149 du 6 novembre 2008,

Vu l'arrêté du 19 avril 2002 fixant la composition des jurys et les modalités d'organisation des concours sur titres permettant l'accès au corps des Cadres de Santé,

**D E C I D E**

Article 1 : un concours sur titres interne est ouvert à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2009 pour pourvoir 1 poste vacant de Cadre de Santé au Centre Hospitalier de Saint Nicolas de Port, dans la filière « personnels infirmiers ».

Article 2 : peuvent être candidats :

les fonctionnaires titulaires du diplôme de cadre de santé, relevant des corps des personnels infirmiers, de rééducation ou médico-technique comptant au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du concours au moins cinq ans de services effectifs dans l'un ou plusieurs de ces corps,

les agents non titulaires de la fonction publique hospitalière, titulaires d'un diplôme d'accès aux corps des personnels infirmiers, de rééducation ou médico-technique et du diplôme de cadre de santé, ayant accompli au moins cinq ans de services publics effectifs en qualité de personnel infirmier, de rééducation ou de personnel médico-technique.

Article 3 : Les candidatures doivent parvenir dans un délai de DEUX MOIS à compter de la date de publication du présent avis de recueil des actes administratifs des préfectures de la région, à la Directrice par intérim du Centre Hospitalier de Saint Nicolas de Port, accompagnées des pièces suivantes :

- diplômes ou certificats, et notamment le diplôme de cadre de santé

- un Curriculum Vitae établi par le candidat sur papier libre.

Article 4 : Une décision ultérieure fixera la composition statutaire du jury en application de l'article 6-1° de l'arrêté du 19 avril 2002 susvisé.

Nancy, le 6 Juillet 2009

La Directrice par intérim,  
Isabelle CAILLIER

